



PRé



POUR UNE RÉPUBLIQUE *é*COLOGIQUE

NEWSLETTER n°4

Vendredi 21 janvier 2011

Sommaire

- | | |
|---------------|--|
| P2 à 4 | Article – Une autre diplomatie est-elle possible ? |
| P5 à 6 | Article – « Consommer durable » : au-delà du slogan |
| P7 à 8 | Revue de presse |
| P9 | Agenda prévisionnel |
| P10 | Bulletin d'adhésion |

Article - Une autre diplomatie est-elle possible ?

Esquisse de leçon à propos de la gestion de la crise tunisienne par les autorités françaises.

La réaction pitoyable du gouvernement Français et du président de la République devant la révolution populaire tunisienne rajoute une nouvelle ligne à la liste des ratages de la politique étrangère française en Afrique et au Proche orient.

L'histoire retiendra que la France, et avec elle l'ensemble des puissances occidentales, n'était pas aux côtés du peuple tunisien au moment crucial de son combat pour la liberté et la démocratie. Elle retiendra également son incapacité à s'adapter et à anticiper le changement. La France aura été le dernier soutien (ou avant dernier, car heureusement, il y avait Kadhafi) du dictateur, aveuglé qu'elle était par l'apparente bonne santé et la croissance économique, dont elle espérait récolter les fruits, et cela au prix d'une flagornerie de la classe politique dans son ensemble envers le dictateur et son régime.

Cet épisode ne va que confirmer la perte d'influence et de crédibilité de la diplomatie française dans le monde et sur le continent africain en particulier. Mais si l'on procède à une rapide introspection, qu'est ce que l'attitude de la France vis-à-vis du dictateur tunisien révèle en profondeur ?

La médiocrité d'une grande majorité de notre classe politique ? Son manque de vision ? La fragilité de ses valeurs ? Sa compromission ?

Certainement

L'imprévisibilité de cette révolution née de l'exaspération d'une jeunesse livrée à elle-même, sans leader ni idéologie, mais avec les réseaux sociaux et les nouvelles technologies comme détonateur ?

Aussi

Les vieux réflexes de la « françafrique » et de ses réseaux encore debout, qui ont conduit les politiques étrangères françaises officielles et officieuses depuis l'indépendance de l'Afrique à asseoir et maintenir les pires dictateurs possibles, afin d'assurer l'accès des multinationales françaises aux ressources naturelles et stratégiques ?

Essentiellement

Le fait que la politique étrangère française reste un domaine réservé (plus encore ici que dans les autres démocraties occidentales), donc par nature ne faisant pas l'objet d'un débat suffisamment nourri, notamment au Parlement ?

Forcement

Les limites de notre réseau diplomatique, subissant, incapable structurellement d'être proactif, de soutenir des alternatives aux dictatures, à l'instar du limogeage de Jean-Christophe Ruffin, ambassadeur-écrivain éphémère, considéré comme trop critique vis-à-vis du Sénégal par le Chef de l'Etat de son pays de résidence , Abdoulaye Wade ?

Assurément

L'attitude du gouvernement français démontre également à quel point il semble prisonnier d'un horizon qui s'arrêterait à l'alternative entre la défense de ses intérêts *versus* sa vocation universaliste ? La France oscille entre un discours enflammé (mais peu crédible) sur les droits de l'homme, le « pragmatisme » de sa diplomatie, et la sacro-sainte invocation du principe de « non ingérence » dans les affaires intérieures d'un pays. Difficile exercice de contorsion qu'elle s'impose, mais qui finalement paralyse son action.

Ce que démontre la gestion de la crise tunisienne, c'est que la « realpolitik », invoquée par les gouvernements, n'a rien, en fait, de réaliste ni d'efficace. Elle n'a en tout cas pas permis d'éviter à la France de « perdre l'Afrique », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Stephen SMITH¹ et ce, au détriment des Etats-Unis, de la Chine et de certaines puissances émergentes comme le Brésil.

¹ Comment la France a perdu l'Afrique, Stephen SMITH

En Tunisie, les récents développements amènent à penser que les Etats-Unis ont joué un rôle déclencheur dans le départ d'un dictateur qu'ils avaient contribué eux-même à installer il y a 25 ans...reléguant La France au rang de simple spectateurs.

Bref, il est urgent d'inventer une nouvelle posture, un nouveau discours, de nouvelles valeurs ainsi qu'un nouveau mode opératoire pour redonner du crédit à la France dans ses relations extérieures. L'Afrique y occupant une dimension toute particulière.

Le chantier est immense, mais il pourrait partir des postulats suivants :

Premièrement, tenir compte de l'évolution du monde globalisé: le métier de dictateur séculaire est, sous l'effet de différents facteurs (fin de la guerre froide, circulation de l'information avec les NTIC, développement des échanges commerciaux, poids des diasporas, embryon de justice internationale,...), plus difficile à exercer qu'avant, il est donc aussi de en plus d'être inacceptable politiquement, stupide (plus en plus risqué) de soutenir une dictature.

Deuxièmement, considérer qu'un soutien durable et continu à la société civile et aux aspirations des peuples à épouser les valeurs démocratiques sera plus payant le moment venu que la volte-face maladroite et contre-productive.

Troisièmement, s'interroger sur la notion d'« intérêt », et en particulier « d'intérêts économiques ». Est-on sûr par exemple que l'implantation d'une grande surface française dans un pays quelconque bénéficiera à l'économie et à la société française ? Sera-t-elle productrice d'emplois et de richesse sur notre territoire ? Vecteur de diffusion de nos valeurs et de notre « modèle de société » ? A-t-on réellement évalué l'impact « positif » sur notre économie de la mise à feu et à sang d'un continent par les pétroliers français trente ans durant ? La réponse est non. Cependant, les très grandes entreprises françaises ont réussi à faire croire que la somme de leurs intérêts correspondait à l'intérêt général de l'économie française. Cette hypothèse est discutable ou tout du moins elle n'est pas généralisable. Trouver des processus « gagnant-gagnant » à la manière des brésiliens qui connaissent d'importants succès commerciaux avec les médicaments génériques. Il y a sans doute ici matière à réflexion sur la structure et la finalité de notre commerce extérieur.

Quatrièmement, s'interroger sur nos interlocuteurs. La France doit légitimement entretenir des relations avec les pouvoirs en place quels qu'ils soient mais elle doit désormais aussi s'adresser à la jeunesse africaine, et être à son écoute (46 % de la population à moins de 16 ans)

Cinquièmement, redevenir un sanctuaire, une référence, pour les élites en devenir des pays du sud. Les démocrates, les intellectuels ne sont pas encore une espèce en voie de disparition sur le continent africain mais ils sont largement menacés, notamment par l'islamisme radical. Beaucoup se sentent abandonnés et trahis par l'Occident. Il serait donc bienvenu de repenser notre politique vis-à-vis des futures élites en s'appuyant sur un réseau diplomatique qui gagnerait en influence.

Enfin, il faut bien sûr réformer, intensifier, prioriser l'aide au développement qui jusqu'à présent a plutôt donné l'impression d'être tout à la fois un puits sans fond et une goutte d'eau dans un océan d'indigence.

La démocratie en Afrique et au Maghreb a encore un long chemin à parcourir. Espérons que la France et l'Europe sauront l'accompagner et l'aider à éviter les nombreux écueils qui se présenteront à elle. Pour cela, il nous faudra faire preuve à la fois de lucidité, de courage et de volonté politique au sein de l'Union pour la méditerranée qui pourrait enfin se trouver une finalité et un projet politique ???

Article – « Consommer durable » : au-delà du slogan

Il est trop facile de culpabiliser les consommateurs. Pour consommer durable, encore faut-il produire durable. Les propositions du Pré.

Les consommateurs ont bon dos ! Depuis dix ans, ils sont la cible d'un discours moralisateur et culpabilisant : ils ne savent pas « consommer durable », alors que la planète est en danger. Coupables désignés, ils choisiraient des produits suremballés, prendraient leur voiture plutôt que les transports en commun, isoleraient mal leur logement ou y maintiendraient une température trop élevée.

Face à ces discours, il faut rappeler une évidence : pour consommer durable, encore faut-il produire durable, à des prix abordables pour tous.

Or pouvoirs publics et grandes entreprises se contentent de se donner bonne conscience, les uns en organisant un « Grenelle » de l'environnement qui ne conduit même pas à ce que la France comble son retard en matière de fiscalité verte par rapport à la moyenne des pays européens ; les autres en publient à longueur d'années des rapports sur leurs actions de préservation de l'environnement en occultant leur rôle de prédateur sur les ressources naturelles et les pollutions multiples qu'elles provoquent. Les moyens consacrés au mécénat environnemental ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan des moyens

consacrés à la publicité et des bénéfices des multinationales. Pour garantir leur croissance et leurs profits, les entreprises incitent les individus à consommer toujours davantage et à renouveler leurs achats aussi souvent que possible. Cette réalité, opposée à l'objectif d'une consommation durable, perdure alors même que le pouvoir d'achat des ménages régresse, que la précarité se développe et que l'accès aux biens fondamentaux (logement, santé, énergie, soins, alimentation) n'est plus garanti par des services publics toujours plus affaiblis.

Pour favoriser vraiment la consommation durable, les pouvoirs publics doivent prendre leurs responsabilités à travers des mesures qui impactent l'organisation de la production et des échanges. Le Pré propose d'agir sur plusieurs leviers au bénéfice du plus grand nombre.

Les revenus et la fiscalité ont un rôle important à jouer. Les revenus des ménages les plus modestes doivent être valorisés pour stimuler une croissance durable par la consommation. La TVA devrait être allégée, notamment sur les produits et services de première nécessité. Les allègements fiscaux

concernant les logements privés devraient être réorientés vers le secteur social, pour favoriser la construction de logements accessibles et peu consommateurs d'énergie. Les entreprises dépensent presque deux fois plus que les ménages en achats de biens et services. Elles devraient être incitées fiscalement à produire selon des normes sociales et environnementales vertueuses. Une fiscalité écologique devrait s'appliquer aux produits nationaux, mais aussi aux produits importés, sous la forme d'une clause environnementale et sociale d'importation.

Les circuits courts de production et de distribution doivent être encouragés, afin de réduire le nombre d'intermédiaires, les prix et les bilans carbone de l'acheminement des produits.

La durée légale de garantie des produits devrait être portée de deux à cinq ans, pour conduire les entreprises à investir dans des technologies durables et à innover pour faire évoluer leurs produits, selon des fonctionnalités modulaires par exemple. L'information des consommateurs doit être renforcée, en matière de prix et comme de respect des normes sociales et environnementales.

Les investissements publics jouent également un rôle utile, notamment en matière de transport et de logement. Les consommateurs doivent aussi bénéficier de services publics de qualité à un prix

abordable. Les contrats et concessions de service public doivent prévoir des exigences renforcées en matière de prix et de qualité. L'évaluation publique doit être développée et portée à la connaissance des citoyens. Un service public d'offre « *triple play* » (téléphonie, télévision, internet) devrait être défini et imposé aux opérateurs avec des conditions de qualité et de prix.

Les pistes de réflexion sont donc nombreuses pour dépasser la seule culpabilisation des consommateurs. La consommation durable n'est pas un objectif compatible avec la logique du capitalisme libéral. Seule une politique républicaine, soucieuse d'égalité et de progrès permettra, dans ce domaine comme dans tant d'autres, de dépasser les slogans.

Revue de presse

1. International et Europe

- **Le Brésil confronté à la pire catastrophe naturelle en 40 ans**

C'était une tragédie annoncée. Mais le Brésil n'a pas su l'éviter. La défaillance des pouvoirs publics (urbanisation sauvage car absence d'une politique de logement social, absence des mesures de prévention les plus élémentaires) ont amplifié le désastre. Lire : **Brésil : une catastrophe pas si naturelle** et **La terre s'est décollée des montagnes**.

- **Terres rares : la Chine défend sa politique avant la visite de Hu Jintao aux Etats-Unis**

Source : lesechos.fr/ 12.01.2011

La visite du président chinois, du 18 au 21 janvier, présentée comme la plus importante depuis 30 ans, intervient après une année de différends entre les deux puissances allant de Taïwan, au Tibet, au taux du yuan, au changement climatique et aux terres rares, précieux éléments métalliques entrant dans la fabrication des écrans plats, des lasers, des iPods ou des voitures hybrides. **Lire la suite** ; Lire également : **Visite très attendue du président chinois à Washington**

2. France

- **Les remèdes de Xavier Bertrand face au scandale du Mediator**

Source : Rue 89/ 16.01.2011

« Le doute a profité au médicament et non au malade », écrit l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) dans sa sévère **enquête** sur le Mediator, rendue ce samedi. Dans la foulée, le ministre de la Santé Xavier Bertrand a promis de « rebâtir un nouveau système du médicament pour qu'il n'y ait pas demain de nouveaux Mediator ».

Lire la suite ;

Sur le même sujet, lire **l'éditorial** paru dans le Monde du 18.01

3. Débats

- **L'économiste Pierre-Noël Giraud : pour un protectionnisme coopératif**

Source : marianne2.fr

Sollicité par Christine Boutin pour son rapport sur la mondialisation, l'économiste Pierre-Noël Giraud, professeur à Mines Paris Tech et Paris Dauphine, a répondu par un texte publié en deux volets, traitant des effets macroéconomiques de la mondialisation et de la notion de protectionnisme qui pourrait être introduit dans les négociations internationales.

Extrait : *La globalisation, dans ses dimensions commerciales, financières, et informationnelles présente un bilan très contrasté. Elle a favorisé des émergences et aggravé des fragmentations. Réglementer les globalisations, coordonner les politiques économiques et produire plus de biens publics mondiaux (climat et biodiversité) sont désormais à l'ordre du jour de l'ensemble des institutions chargées de concevoir et de mettre en œuvre une nouvelle « gouvernance mondiale ».* **Lire la suite de la première partie ; Lire la deuxième partie**

4. Polémiques/ coups de gueule

- **Tunisie : Dans une intervention enflammée, Daniel Cohn-Bendit dénonce une UE trop longtemps complice de la dictature tunisienne par peur de l'islamisme**

Daniel Cohn-Bendit a demandé au Parlement européen de soutenir les tunisiens dans la longue élaboration d'un gouvernement démocratique dans un pays où « *il n'y a pas une base de la démocratie* ». « *L'Union européenne doit démontrer que pour nous ce qui se passe en Tunisie est la clé de la compréhension et de l'espoir pour tous les pays arabes. Démocratie et Islam peuvent aller de pair* » a déclaré Daniel Cohn-Bendit lors de sa prise de parole. Il compare la révolution tunisienne aux révolutions en Europe de l'est en 1989 et il estime qu'il faut soutenir « *ces peuples qui se battent pour une démocratie* ». **Voir la vidéo**

Agenda prévisionnel

➤ **Pour une République Ecologique**

- **1^{er} février 2011** : conseil d'administration ouvert à tous

Ordre du jour : débat autour du manifeste du PRé

Lieu : 91 avenue de la République

Bâtiment B – 1^{er} étage

75011 Paris

- **9 février 2011** : Diner débat

Invité : Gaby Cohn-Bendit

Lieu à déterminer

Retrouvez toutes les informations concernant l'association du Pré sur notre site internet www.republique-ecologique.fr



Bulletin d'adhésion au PRÉ

Je soussigné(e)

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

E-mail :

déclare adhérer à l'association le PRÉ et avoir pris connaissance de sa charte et de ses statuts.

Fait à Paris

le :

Signature :